

VERS DES FORMES ALTERNATIVES POSITIVES D'INVESTISSEMENT DANS L'AGRICULTURE

PAR **Sylvia Kay**

Le phénomène de l'accaparement des terres nécessite un changement de paradigme, non pas opposant l'investissement dans l'agriculture, mais le refaçonnant, afin qu'il serve un développement rural durable et réellement en faveur des plus pauvres. Dans la lignée de cette approche alternative, il faut ainsi se réapproprier la notion d'investissement. La reconnaissance des petits agriculteurs comme les principaux investisseurs dans l'agriculture est la première étape vers la récupération du lieu de souveraineté. L'article explore deux exemples de formes alternatives positives d'investissement, les régimes d'investissement de Cuba et du Zimbabwe.

Introduction : reconnaître la contribution des petits agriculteurs

Avec un milliard de la population mondiale privé de nourriture, un autre 1,3 milliard « suralimenté » et un autre milliard souffrant de malnutrition, il va de soi que le capitalisme ne sait pas où se trouvent les personnes affamées ni comment les nourrir (ETC 2009). Plutôt qu'un défi de production, le véritable problème réside dans le système alimentaire dominé par des entreprises qui a réussi à greffer une pseudo-pénurie et une versatilité sur une situation où les disponibilités alimentaires sont suffisantes pour nourrir moitié plus de la population mondiale. Dans le secteur de l'agriculture, l'investissement est une question de choix : choix de l'organisation des économies rurales, de la construction des questions et des cultures rurales, du rôle prépondérant que l'agriculture pourrait jouer dans différentes articulations entre les États, les marchés, les populations et la nature. Pourtant, ces choix ont été masqués par la généralisation d'une forme de monoculture, orientée vers l'exportation, à grande échelle et nécessitant de gros investissements, qui se présente comme le moyen

le plus efficace, le plus productif et donc le plus rationnel pour nourrir la population mondiale. Par conséquent, les investissements agricoles effectués par l'État et le marché ont été consacrés à la promotion de ce modèle d'agriculture.

Les acquisitions ou locations de terres à grande échelle, également appelées « accaparement des terres » sont la manifestation la plus récente de cette forme d'investissement dans l'agriculture. Vues d'un bon œil par des institutions financières internationales, des organisations agricoles multilatérales et une grande philanthropie au motif qu'elles rapportent d'importants investissements indispensables dans des zones rurales qui périclitent, ces acquisitions ou locations de terres à grande échelle représentent des exemples d'investissement au sens le plus strict. C'est une forme d'investissement qui fait plus de mal que de bien, continuant de tenir à l'écart les solutions de rechange à la monoculture industrielle, commerciale et à grande échelle en diffusant des images de catastrophes néo-malthusiennes, de transitions agraires qui se déroulent sans problème, en « sauvant » des terres grâce à l'efficacité des économies d'échelle, et plus récemment, grâce aux scénarios « gagnant-gagnant », aux réserves de terres cultivables et aux défis de production. Le résultat s'est traduit par une « dépayssation avec moins d'emplois », une « planète de bidonvilles », une destruction de l'environnement et une « restriction » massive de l'agriculture (Van der Ploeg 2008). Lorsqu'on prend conscience que tout ceci est la conséquence du cours actuel du développement et non un manque de développement, l'argument en faveur de solutions de rechange est écrasant.

À quoi ce programme de substitut à l'agriculture devrait-il ressembler et quelle est la caractéristique d'une forme « positive » d'investissement dans l'agriculture ?

Au milieu de toutes ces discussions sur la manière de combler les écarts de rendement et les déficits d'investissement, on oublie parfois que ce sont les petits agriculteurs qui investissent le plus dans l'agriculture (CFS 2011). Ce point essentiel doit être mis en évidence dans l'ensemble de la production agricole, les agriculteurs ont été forcés de céder le contrôle de leurs moyens de subsistance. La reconnaissance des petits agriculteurs comme les principaux investisseurs dans l'agriculture est la première étape

vers la récupération du lieu de souveraineté, le fait de voir les agriculteurs de petite échelle non plus simplement comme des victimes, mais également comme des agents dont les investissements productifs dans leurs bases d'actifs naturels et matériels sont essentiels pour réaliser le genre de développement durable qui est nécessaire. Tout type de conception d'un investissement « positif » doit partir de cette perspective. Ces deux dernières décennies, les mouvements agraires transnationaux, en particulier La Via Campesina, et son programme pour la souveraineté alimentaire, la réforme agraire, la repaysannisation, la démocratisation et les droits de l'homme, sont peut-être ce qu'il y a de plus emblématique dans ce genre d'approche. Ce changement de paradigme nécessite de refaçonner l'investissement, et non pas de s'y opposer.

Les investissements réalisés par les petits agriculteurs reposent souvent sur ce qu'on appelle la « pédagogie paysanne » (Rosset, Machin Sosa et al. 2011) ou le « principe de l'agriculture paysanne » (Van der Ploeg 2008). Ces notions font référence à la capacité des petites exploitations agricoles de tirer profit des connaissances locales en matière d'agriculture et de systèmes naturels dans le but de développer des formes de capital écologique, social et culturel qui permettent de reproduire la situation des agriculteurs. Ceci est étroitement lié à la (ré)affirmation de l'autonomie et au contrôle des petits agriculteurs sur la terre et d'autres ressources de production dans le but de construire une « voie agricole du développement » reposant sur les principes de la souveraineté alimentaire, de la réforme agraire et des droits de l'homme. En s'opposant à la marchandisation croissante de la nature et au contrôle antidémocratique du système alimentaire mondial par des « empires de l'alimentation », le principe de l'agriculture paysanne est d'abord une notion émancipatrice.

Les deux exemples suivants (révolution agroécologique à Cuba et réforme agraire radicale au Zimbabwe) présentent des formes positives d'investissement et démontrent la viabilité de différents régimes d'investissement, qui ne reposent pas uniquement sur l'accumulation du capital financier, mais également sur le capital culturel, social et écologique. L'objectif est de se réapproprier le concept d'investissement, qui a été détourné pour soutenir une forme très étroite de restructuration agricole dans le but de renouveler le débat sur l'avenir de l'agriculture, tant au Nord qu'au Sud.

Cuba et la révolution...agroécologique

Un exemple éloquent de cette forme de développement piloté par les petits agriculteurs est le mouvement agroécologique. Dans la mesure où les principes écologiques à la base de l'agroécologie sont adaptés pour convenir au mieux aux conditions locales, les systèmes agroécologiques dépendent fortement des connaissances locales, traditionnelles et indigènes des techniques agricoles. L'agroécologie est donc en harmonie avec les processus de repaysannisation et le renforcement de l'agriculture à petite échelle. À Cuba, l'agroécologie a été incorporée au niveau de sa structure à la politique agricole nationale.

La révolution agroécologique de Cuba est l'un des exemples les plus éloquents de la réussite de l'agriculture de substitution. L'innovation et la force de cette révolution viennent du fait que les petits agriculteurs étaient au premier plan de la transition de Cuba, d'une forme d'agriculture industrielle, orientée vers l'exportation, à forte consommation d'intrants à une agriculture agroécologique. À commencer par les activités de petits agriculteurs sur le terrain, dont les connaissances, l'utilisation d'engrais biologiques, les formes biologiques de contrôle de pesticide, et la traction animale, leur ont permis de répondre à la crise économique de Cuba, ces pratiques se sont transformées en un mouvement social agroécologique regroupant des citoyens, connu sous le nom de Mouvement agroécologique campesino-a-campesino ou MACAC (Rosset, Machin Sosa et al. 2011). La réussite de ce mouvement, qui est dirigé par l'Association nationale des petits agriculteurs de Cuba, l'ANAP, se reflète dans l'augmentation rapide du nombre de membres. Composé d'un peu plus de 200 familles en 1999, le MACAC s'est agrandi et englobait en 2009 110 000 familles, soit un tiers du secteur paysan total. En 2008, MACAC enregistrait plus de 2 millions de participants dans ses quelque 60 000 activités.

Le succès de MACAC à Cuba peut être attribué à un certain nombre de facteurs. De loin le plus important, le MACAC repose fortement sur la « pédagogie paysanne ». En exploitant la puissance des petits agriculteurs, le MACAC a développé une forme de « communication horizontale » dans laquelle les agriculteurs étaient eux-mêmes les principaux agents de diffusion des techniques agroécologiques. Cela impliquait notamment que des familles de petits agriculteurs dont le succès avait déjà été prouvé

dans des méthodes agroécologiques spécifiques s'associent à d'autres familles de petits agriculteurs du pays grâce au soutien d'accompagnateurs, d'organisateur et de coordinateurs, dans le but de présenter ces pratiques agroécologiques. Cet échange d'agriculteur à agriculteur offre de nombreux avantages par rapport à des formes conventionnelles de vulgarisation qui sont imposées d'en haut et démotivantes. Dans le plan présenté par MACAC, les agriculteurs sont les principaux acteurs de la création et de la diffusion des connaissances et de la technologie agricoles.

En revanche, MACAC n'aurait pas rencontré une telle réussite si les bénéfices de l'agroécologie par rapport à l'agriculture ne s'étaient pas réalisés. Soutenue par la politique du gouvernement cubain en matière de souveraineté alimentaire nationale, la création de coopératives agricoles et le transfert de 80 % de terres officiellement publiques aux agriculteurs individuels et coopérative, la production alimentaire de Cuba est rapidement remontée en flèche après son effondrement, à la chute du bloc commercial soviétique (Rosset 1998). Vers 1995, la pénurie de vivres à Cuba fut comblée et pendant la période de végétation de 1996-1997, Cuba enregistra ses plus hauts niveaux de production de tous les temps pour 10 des 13 aliments de base de la cuisine cubaine. Entre 1996 et 2005, Cuba présentait les scores de production alimentaire les plus élevés d'Amérique latine et des Caraïbes, avec une croissance annuelle de production alimentaire par habitant de 4,2 % contre une moyenne régionale de 0 %. Ces hausses de production (qui sont plus importantes dans les exploitations agricoles qui ont intégré le plus de pratiques agroécologiques) ont permis à Cuba d'atteindre des niveaux élevés de souveraineté alimentaire, énergétique et technologique (Altieri et Toledo 2011; Rosset, Machin Sosa et al. 2011). Cuba importe actuellement seulement 16 % de ses denrées alimentaires alors que l'utilisation des produits chimiques agricoles a chuté de 72 % entre 1988 et 2007 (Altieri et Funes-Monzote 2012).

La progression du mouvement agroécologique à Cuba s'est accompagnée d'une hausse de la valeur totale de la production des petits agriculteurs dans l'agriculture cubaine et dans le nombre de petits agriculteurs. Alors que la transition de l'agriculture conventionnelle à la simple substitution d'intrants à l'exploitation agroécologique a augmenté la productivité totale des terres et de la main-d'œuvre, les revenus des agriculteurs ont progressé

par rapport à d'autres secteurs de la société. Ceci a déclenché un processus de repaysannisation d'anciens travailleurs urbains, en particulier de la partie orientale de Cuba vers la campagne. Ce processus a également contribué à une croissance sans précédent de l'agriculture urbaine (Rosset 1998; Altieri et Funes-Monzote 2012). L'évolution du travail non agricole vers le travail agricole remet en question le principe fondamental du paradigme de la transition agraire alors que la croissance de l'agriculture urbaine tient bon « ... la possibilité de créer une continuité rurale-urbaine qui réduira le fossé entre la vie agricole et rurale d'une part et la vie urbaine non agricole d'autre part » (Tharamangalam 2008). À de nombreux égards, Cuba représente un véritable modèle de substitution au rôle de l'agriculture dans la société.

Est-il possible de reproduire la révolution agroécologique de Cuba ailleurs ? Certains sceptiques soutiennent que les caractéristiques uniques et l'expérience historique de Cuba en font un modèle difficile à reproduire. Toutefois, l'essentiel est de diffuser les connaissances et les pratiques agroécologiques présentées par la méthodologie du processus social campesino-a-compesino. Étant donné que « en général, dans la majorité des pays, la plupart du temps, de nombreuses pratiques agricoles écologiques et productives sont proposées, mais dans la réalité, peu d'entre elles sont adoptées, parce qu'il manque une méthodologie pour créer une dynamique sociale d'adoption généralisée » (Rosset, Machin Sosa et al. 2011: 168), le processus d'innovation et de diffusion décentralisé de MACAC reposant sur la « pédagogie paysanne » offre des avantages significatifs par rapport à la nature des projets de nombreuses ONG et la « structure cyclique » des autorités publiques (Altieri et Funes-Monzote 2012).

Après s'être d'abord propagé lentement dans toute la Mésio-Amérique et les Caraïbes, le MACAC est maintenant de plus en plus en train de se consolider en tant que mouvement général pour le changement social, en grande partie grâce à la défense de l'agroécologie par le mouvement paysan mondial, La Via Campesina (LVC). Selon Rosset, Machin Sosa et al. (2011), « ces trois à cinq dernières années ont vu virtuellement chaque organisation de LVC dans le monde essayer de renforcer, lancer, ou commencer à organiser son propre programme pour promouvoir, à des degrés divers, la conversion à l'agroécologie auprès de ses membres ».

L'agroécologie est constamment reconnue comme une nouvelle approche du développement rural et figure bien en vue dans le rapport de l'IAASTD (2009) et dans le travail du rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter (2010). Un travail continu sur tous ces fronts permettra au nouveau paradigme agroécologique de se mettre en place.

Réforme agraire au Zimbabwe et accumulation par la base

Au Zimbabwe, la réforme agraire a permis aux producteurs agricoles de petite échelle de participer à un processus « d'accumulation par la base » pour accroître la valeur de leurs ressources naturelles et matérielles. La réforme agraire du Zimbabwe (Fast Track Land Reform) a fait l'objet d'un débat très théorique (Mamdani 2008; Helliker 2011). Le débat a eu tendance à se concentrer sur deux versions contradictoires. La première considère la réforme agraire du Zimbabwe comme faisant partie intégrante d'un projet public autoritaire visant à consolider l'emprise de l'État par l'intermédiaire d'une série de saisies foncières très souvent violentes et fortement raciales qui ont ouvert de nouveaux circuits d'enrichissement de l'élite et de copinage politique. Cette version a conduit à un effondrement généralisé de l'agriculture étant donné que les exploitations agricoles commerciales de grande échelle ont été divisées et réparties entre les mains de nouveaux propriétaires fonciers dotés de compétences, de ressources et d'expériences différentes. La deuxième version soutient que la réforme agraire accélérée du Zimbabwe est de nature redistributive, marquant ainsi une rupture décisive avec les tendances historiques de concentration et de possession foncière inégale. Tout en reconnaissant une certaine corruption et répression, elle rejette l'idée que la réforme agraire ait été essentiellement une source de patronage politique, soutenant ainsi que la majorité des bénéficiaires de la réforme agraire sont des petits agriculteurs noirs. Ces petits exploitants investissent dans les terres et contribuent de manière positive à la sécurité alimentaire de la collectivité et aux économies rurales. Le Zimbabwe vivrait donc davantage un processus de transformation rurale ancrée dans un nouveau mode de production agricole qu'un processus d'effondrement agricole.

Le résultat le plus frappant des études conduites est que les petits exploitants investissent de manière productive dans les nouvelles réinstallations

(Moyo, Chambati et al. 2009, Scoones, Marongwe et al. 2011). Bien qu'ils soient modestes par nature et en rapport avec les ambitions et besoins immédiats, ces investissements augmentent de manière considérable la valeur et le potentiel de production des terres. En ce qui concerne la province de Masvingo, où près de 28 % des terres ont été transférées en raison du Programme de la réforme agraire accélérée, chaque ménage a investi environ 2 000 dollars dans les terres et le développement agricole (Scoones, Marongwe et al. 2011). Le tableau 1 présente une répartition des dépenses moyennes d'investissement de chaque ménage.

Tableau 1. Répartition des dépenses moyennes d'investissement par ménage dans la province de Masvingo

The value of investments	
<i>Focus of investment</i>	<i>Average value of investment per household (US\$)</i>
Land clearance	\$385
Housing/buildings	\$631
Cattle	\$612
Farm equipment	\$198
Transport	\$150
Toilets	\$77
Garden fencing	\$29
Wells	\$79
<i>Total</i>	<i>\$2161</i>

Source : Scoones, Marongwe et al. (2011)

Ces données sont corroborées à plus grande échelle par les résultats de l'enquête de fond des ménages 2005/2006 menée par l'Institut africain des études agraires qui montrent que sur les six districts échantillonnés et dans les projets en faveur des petits exploitants A1 et les fermes commerciales de taille moyenne A2, des investissements significatifs ont lieu. Tout comme

le profil d'investissement rencontré dans la province de Masvingo, une ventilation des investissements du Tableau 2, montre que l'investissement le plus fréquent porte sur la propriété (62 %), les animaux d'élevage (13,4 %) et les dispositifs d'irrigations (10,3 %).

Tableau 2. Types d'investissements effectués par les ménages dans de nouvelles zones de réinstallation de six districts

Type of investment	A1 model		A2 model		Total	
	No	%	No	%	No	%
Homestead	1089	66.0	206	47.0	1295	62.0
Irrigation equipment	168	10.2	48	11.0	216	10.3
Farm equipment & machinery	111	6.7	39	8.9	150	7.2
Storage Facilities	123	7.5	30	6.8	153	7.3
Livestock	200	12.1	79	18.0	279	13.4
Tobacco barns	22	1.3	6	1.4	28	1.3
Electricity	5	0.3	2	0.5	7	0.3
Worker housing	123	7.3	62	14.2	185	8.9
Plantations & orchards	12	0.7	2	0.5	14	0.7
Environmental works	18	1.1	5	1.1	23	1.1

Source : Moyo, Chambati et al. (2009)

Ces investissements contredisent les caractéristiques de la réforme agraire du Zimbabwe basée sur la subsistance. En revanche, un tableau plus complexe apparaît depuis différents processus de la différenciation économique et sociale dans laquelle de nouvelles possibilités de subsistance, étroitement liées à plusieurs niveaux à l'économie de marché, sont créées. Dans la province de Masvingo par exemple, plus de la moitié des ménages types passent à la vitesse supérieure - ils accumulent des avoirs et produisent des récoltes destinées à la vente - ou se retirent - réussissant à diversifier leurs activités en sources de revenus générés à l'extérieur du secteur agricole. Les agriculteurs investissent non seulement dans leur propre lopin de terre, mais également dans de nouvelles entreprises, telles que des magasins, des magasins de vins et spiritueux, des boucheries et des opérations de transport alors que les investissements de la communauté se concentrent sur la construction d'églises, d'écoles, de routes et de magasins. De cette manière, les investissements consentis par les bénéficiaires de la réforme agraire jettent les bases de l'émergence de nouveaux schémas d'organisation sociale et de transactions de marché.

Bien que de nombreux exploitants aient été en mesure de se lancer dans la petite production marchande, d'engager de la main-d'œuvre et de développer leurs activités agricoles, d'autres en revanche sont aux prises avec des difficultés, en « s'accrochant » ou en « renonçant » (Scoones, Marongwe et al. 2011). Il n'est pas surprenant que certains agriculteurs doivent faire face à des difficultés avec cette crise qui mine le pays et une hyperinflation mondiale record qui a façonné une grande partie de la période de mise en œuvre du programme de réforme agraire accéléré et dont le Zimbabwe tente toujours de se remettre. Le départ des bailleurs de fonds, et ces événements ont mis fin à de nombreuses sources d'aide nationale et internationale pour les agriculteurs des nouvelles zones de réinstallation. De nombreuses études ont révélé que « la plupart des bénéficiaires [de la réforme agraire] font état de contraintes majeures pour réaliser le potentiel de leurs terres et d'autres ressources en raison de la difficulté d'accès en temps opportun aux semences, aux fertilisants et autres intrants de production, aux crédits, à des marchés fiables avec la garantie de prix équitables, à la main-d'œuvre et aux services de vulgarisation » (Cliffe, Alexander et al. 2011: 926). Ceci explique pourquoi presque tous les investissements ont été effectués par de petits exploitants sans aucune aide extérieure. Plus de 95 % des agriculteurs ont été puiser dans leurs propres économies pour investir alors que seulement 3,9 % et 0,7 % ont respectivement reçu une aide privée et publique (Moyo, Chambati et al. 2009). Ce constat en dit long sur le niveau de compétences, d'ingéniosité et la détermination de ces nombreux petits agriculteurs qui ont réussi à survivre dans ces circonstances économiques difficiles.

Ces facteurs contextuels attirent également l'attention sur les dangers d'un lien aussi simpliste entre la Réforme agraire accélérée et la baisse de production des produits agricoles. Il va de soi que de nombreuses variables ont joué un rôle : la crise économique, le boycottage des bailleurs de fonds et la sécheresse. De plus, tandis que la production de blé, de tabac, de café, de thé, de bœuf et de maïs a souffert, la production d'agrégats de petites céréales, de haricots secs comestibles et de coton s'est développée. Dernièrement, il semble que l'agriculture à petite échelle au Zimbabwe favorise une timide reprise de l'économie agraire, certains parlant même de la possibilité d'une nouvelle « révolution agricole » amorcée par les petits agriculteurs (Cliffe, Alexander et al. 2011).

Une analyse des données empiriques montre donc que la réforme agraire du Zimbabwe n'a pas uniquement, ni même principalement, profité aux acolytes politiques, mais a réellement amélioré la vie de nombreux Zimbabwéens sans terres et sans avoirs. En ajoutant 100 000 petits propriétaires à la base de la pyramide des propriétaires, le programme de la réforme agraire accélérée a transformé en profondeur la structure agraire du Zimbabwe où plus de la moitié des terres agricoles était contrôlée par de grands producteurs commerciaux en une structure désormais dominée par une agriculture mixte à petite échelle. Cette forme « d'accumulation par la base » illustre l'esprit d'entreprise des petits agriculteurs du Zimbabwe et contraste avec ceux qui soutiennent que « l'accumulation par le haut », à savoir le type d'investissements capitalistiques associé à l'agriculture de grande échelle est le seul moyen viable pour développer et moderniser l'agriculture (Helliker 2011).

Conclusion

Dans le cadre de la ruée vers les terres dans laquelle les flux de richesses et de pouvoirs fonciers se concentrent (à nouveau) de plus en plus entre les mains des classes et des groupes sociaux dominants (Borras, Franco et al. 2011), il devient urgent de tenir un débat sur l'avenir de l'agriculture. Au lieu d'accepter et de chercher à réglementer les accaparements de terres comme s'ils étaient inévitables, cet article propose d'autres formes d'investissement qui remettent en question les hypothèses normatives du modèle de l'agriculture industrielle à grande échelle que ces appropriations de terres encouragent. Il faut une nouvelle fois souligner que les plus grands investisseurs individuels dans l'agriculture sont les petits producteurs agricoles. En mobilisant différents ensembles de capitaux (humain, intellectuel, naturel, physique et financier), de petits producteurs améliorent significativement la valeur de la base de leurs actifs naturels et matériels en effectuant des investissements rentables dans les exploitations et quelques fois en dehors des exploitations.

Les investissements consentis par les petits agriculteurs à la suite du programme de réforme agraire accéléré du Zimbabwe sont représentatifs de cette forme d'« accumulation par la base ». Contrairement aux prévisions de l'effondrement total de l'agriculture, une analyse approfondie des moyens de subsistance de la réforme agraire du Zimbabwe montre que les petits

agriculteurs effectuent des investissements productifs, qu'ils vendent des produits pour le marché, et qu'ils favorisent la croissance de la productivité agricole et de l'économie rurale. La force de la « pédagogie paysanne » est qu'elle aborde un thème transversal dans tous les exemples étudiés. C'est dans ce répertoire de connaissances et de compétences à la base du mouvement agroécologique en Amérique latine et dans les Caraïbes que les agriculteurs sont les principaux bénéficiaires et agents de changement.

Le contremouvement visant à mettre en place un système alimentaire mondial plus juste et durable doit donc principalement renforcer les types d'investissement qui développent de multiples formes de capital et qui conçoivent l'alimentation, non pas seulement comme une marchandise, mais également comme une source de solidarité sociale, d'identité politique et de droits substantiels qui pourraient pousser la prochaine génération de jeunes ruraux à vouloir vivre du travail dans l'exploitation. Le mouvement mondial en faveur de la justice et de la souveraineté alimentaire ne devrait pas se limiter à l'agriculture. Vu le nombre de droits de l'homme que ce mouvement touche, y compris le droit à l'alimentation, le droit de produire, le droit à un accès aux terres et ses ressources, le droit à un salaire décent, un mouvement alimentaire mondial a le potentiel de devenir un thème explicite d'une vaste campagne pour la justice sociale qui tire ses éléments constitutifs tant du Nord que du Sud (Holt-Gimenez et Shattuck 2011).

Sylvia Kay travaille au sein de l'*Agrarian Justice Programme*, *Transnational Institute (TNI)*. Son domaine de recherche touche aux questions liées à l'investissement.

Davantage d'exemples de formes alternatives positives d'investissement dans l'agriculture peuvent être consultés dans la publication de TNI au lien suivant (publication en anglais et français): <http://www.tni.org/briefing/positive-land-investment-alternatives?context=69566>

Références

Altieri, M. A. and F. R. Funes-Monzote (2012). « *The Cuban Agriculture's Paradox: The Persistence of the Agroecological Paradigm the Emergence of Biotechnology.* » *Monthly Review* January 16-26.

Borras, S. M., J. C. Franco, et al. (2011). *Land Grabbing in Latin America and the*

Caribbean Viewed from Broader International Perspectives. A paper prepared for and presented at the Latin America and Caribbean seminar: 'Dinámicas en el mercado de la tierra en América Latina y el Caribe', 14-15 November. Santiago, Chile.

CFS (2011). How to Increase Food Security and Smallholder-Sensitive Investment in Agriculture. 37th Session of the Committee on World Food Security Rome, FAO.

Cliffe, L., J. Alexander, et al. (2011). «An Overview of Fast Track Land Reform in Zimbabwe: Editorial Introduction.» Journal of Peasant Studies 38(5): 907-938.

De Schutter, O. (2010). Agro-ecology and the Right to Food: Report Presented at the 16th Session of the United Nations Human Rights Council New York, United Nations.

Helliker, K. (2011). «Book Review: Zimbabwe's Land Reform: Myths and Realities by Scoones, I. et al.» Journal of Contemporary African Studies 29(3): 349-351.

Holt-Gimenez, E. and A. Shattuck (2011). «Food Crises, Food Regimes and Food Movements: Rumbling of Reform or Tides of Transformation?» Journal of Peasant Studies 38(1): 109-144.

Mamdani, M. (2008). «Lessons of Zimbabwe.» London Review of Books 30(23): 17-21.

Moyo, S., W. Chambati, et al. (2009). Fast Track Land Reform Baseline Survey in Zimbabwe: Trends and Tendencies, 2005/06. Harare, African Institute for Agrarian Studies (AIAS).

Rosset, P. M. (1998). «Alternative Agriculture Works: The Case of Cuba.» Monthly Review 50(3).

Rosset, P. M., B. Machin Sosa, et al. (2011). «The Campesino-to-Campesino Agroecology Movement of ANAP in Cuba: Social Process Methodology in the Construction of Sustainable Peasant Agriculture and Food Sovereignty.» The Journal of Peasant Studies 38(1): 161-191.

Scoones, I., N. Marongwe, et al. (2011). Zimbabwe's Land Reform: A Summary of Findings. Brighton, IDS.

Tharamangalam, J. (2008). Can Cuba Offer an Alternative to Corporate Control Over the World's Food System? 20th Conference of North American and Cuban Philosophers and Social Scientists. Havana.

Van der Ploeg, J. D. (2008). The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization. London and Sterling, Earthscan.